

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 23 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CLOS NEUF ENERGIES SARL

50 T rue de malte
75011 Paris

Code AIOT : 0005521161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement CLOS NEUF ENERGIES SARL implanté Clos Neuf 22230 Merdrignac. L'inspection a été annoncée le 09/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à la mise en service du parc éolien de Clos Neuf en août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOS NEUF ENERGIES SARL
- Clos Neuf 22230 Merdrignac
- Code AIOT : 0005521161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien de 4 aérogénérateurs de marque Enercon (E115) de 150 m de hauteur totale avec un poste de livraison sur la commune de Merdrignac.

Ce parc est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 07/05/2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection de la biodiversité
- Maintenance
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Liste de ces équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III et IV	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection des chiroptères - Bridage	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.3.1	/	Sans objet
2	Dispositifs de secours en cas de défaillance du bridage	Code de l'environnement du 24/05/2022, article L.181-12	/	Sans objet
5	Exploitation : Essais avant la mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
10	Intérieur de l'éolienne	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suivis d'activité et de mortalité	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.6.1	/	Sans objet
4	Protection du paysage - Poste de livraison	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.3.2	/	Sans objet
8	Moyens de lutte et de protection contre un incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
9	Identification et affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite que l'exploitant n'a pas mis en application certaines prescriptions de l'arrêté ministériel, à savoir les registres de maintenance et la liste des équipements de sécurité. Ces documents sont essentiels au bon suivi des maintenances réalisées sur les installations et des anomalies éventuelles.

Concernant le bridage biodiversité, l'exploitant n'a pas accès aux données du paramétrage dans le SCADA. Pour rappel, la société propriétaire du parc est l'exploitant responsable des installations. En tant que responsable, il doit s'assurer du bon fonctionnement de celles-ci. Par conséquent, l'accès à ces données est indispensable et nécessaire pour le contrôle de la mise en oeuvre de ce bridage et de son suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des chiroptères - Bridage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.3.1					
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un protocole de bridage sur toutes les éoliennes dès leur mise en service. Les éoliennes sont arrêtées lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont réunies : - T > 10°C - En absence de pluie Pour les éoliennes E1 à E3 : - en mai et octobre : 1h avant le coucher du soleil et sur les 3 premières heures après le coucher du soleil - de juin à septembre : 1h avant le coucher du soleil et 1h après le levé du soleil et toute la nuit - pour des vitesses de vent inférieures à :					
Eolienne	Période				
	Mi-mars/avril	Mai/Juin	Juillet/Mi-aout	Mi-aout/septembre	Octobre
E1	sans objet	6,5 m/s	7,5 m/s	6,5 m/s	6,5 m/s
E2	sans objet	6,5 m/s	7,5 m/s	6,5 m/s	6,5 m/s
E3	sans objet	6,5 m/s	7,5 m/s	6,5 m/s	6,5 m/s
 Pour l'éolienne E4 : - 1h avant le coucher du soleil - lors des 2 premières heures de la nuit de mi-mars à octobre - pour des vitesses de vent inférieures à :					
Eolienne	Période				
	Mi-mars/avril	Mai/Juin	Juillet/Mi-aout	Mi-aout/septembre	Octobre
E4	6 m/s	7,5 m/s	7,5 m/s	7,5 m/s	6 m/s
Constats : L'exploitante n'a pas été en mesure de nous montrer dans le SCADA (interface de pilotage de l'éolienne) le paramétrage du bridage n'ayant pas accès à cette fonctionnalité. L'exploitante devra se rapprocher de son maintenancier pour obtenir une capture d'écran de la bonne mise en place du bridage et la transmettre sous un délai de 1 mois à l'inspection.					

L'exploitante a indiqué qu'elle effectue des vérifications de la bonne mise en œuvre du bridage dès le démarrage de la période. De plus, elle a indiqué que quand les conditions du bridage sont réunies mais que l'éolienne ne s'est pas arrêtée, une alarme est envoyée par mail pour prévenir de cette anomalie.

Dans les résultats des Run Tests transmis par l'exploitante sur 2022, il est constaté des arrêts de la machine pour cause de bridage chiroptères.

Enfin, l'exploitante a indiqué que le bureau d'études qui réalise le suivi environnemental analyse toutes les données du bridage pour s'assurer qu'il a bien fonctionné.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositifs de secours en cas de défaillance du bridage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/05/2022, article L.181-12

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'autorisation environnementale fixe les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4. Ces prescriptions portent [...] sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, [...] notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé.

Constats :

L'exploitante a déclaré que tous les capteurs (pluie, température et vent) dispose d'une alarme. Pour la période horaire, l'exploitante a demandé à ce qu'une plage horaire plus importante soit paramétrée pour éviter tout problème de dérive dans le temps.

Deux capteurs de température sont installés, comme pour les anémomètres.

En cas de dysfonctionnement d'un équipement nécessaire à la réalisation du bridage, et notamment de l'équipement permettant de détecter l'atteinte du critère de déclenchement du bridage, l'exploitante n'a pas su répondre si l'éolienne est exploitée par défaut selon les caractéristiques du bridage (arrêt des machines).

Elle devra se rapprocher de son turbinier pour savoir ce qu'il en est et transmettre la réponse à l'inspection dans un délai de 1 mois.

Pour la pluie, la machine est paramétrée par défaut pour considérer qu'il ne pleut pas. Aussi, si la machine reçoit l'information qu'il pleut (déclenchement du capteur), elle continuera de fonctionner. S'il ne pleut pas et que les autres conditions du bridage sont réunies, elle s'arrêtera.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivis d'activité et de mortalité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Suivi d'activité des chiroptères et de l'Alouette des champs Afin d'évaluer l'impact réel des éoliennes sur les populations de chiroptères et de l'Alouette des champs, une évaluation de la fréquentation des abords du parc éolien sera réalisée, dès la première année de fonctionnement du parc pendant les trois premières années puis tous les 10 ans, en respectant les dispositions du protocole ministériel en vigueur à la date de réalisation.• Suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères Dès la première année de fonctionnement du parc pendant les trois premières années puis tous les 10 ans, une évaluation de l'impact réel des éoliennes est réalisé. Le protocole de suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental présenté dans l'étude d'impact et à minima à celui reconnu par le ministre chargé des installations classées.• Rapport de suivi Le bilan de ces suivis sera produit sous la forme d'un rapport conclusif de l'impact des éoliennes sur les chiroptères et l'avifaune. Il précisera, si des impacts significatifs étaient constatés, les propositions d'actions supplémentaires à mettre en œuvre, adaptation du plan de bridage notamment. Ce rapport sera transmis au format informatique au service des installations classées au plus tard trois mois après sa validation par l'exploitant. <p>Si ces suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.</p>
Constats : <p>Le parc a été mis en service le 05/08/2022. L'exploitante a transmis le bon de commande en date du 04/07/2022 pour la mise en place du suivi environnemental 2023. Une option pour réaliser un suivi mortalité chiroptères et avifaune suite à la mise en service sur 2022 a été réalisé. L'inspection a demandé la transmission de ces résultats.</p> <p>Le suivi environnemental 2023 est prévu à partir de mi-mars. A regarder l'EI pour savoir si OK.</p> <p>Un suivi d'activité de l'alouette des champs est prévu sur le bon de commande.</p> <p>Un suivi chiroptère en nacelle est prévu. L'installation de l'enregistreur était prévu dans l'après-midi de notre visite. Un suivi au sol n'est en revanche pas prévu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection du paysage - Poste de livraison

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article II.3.2
Thème(s) : Autre, Protection du paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les postes de livraison auront un habillage bois naturel, et les portes et les grilles métalliques seront de couleur sombre.
Constats : L'inspection sur site a permis de constater la mise en place d'un habillage en bois naturel du poste de livraison avec une couleur vert foncé pour les portes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation : Essais avant la mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation des tests avant la mise en service du parc
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. [...]
Constats : Les rapports de commissionning ont été transmis et consultés. Les tests d'arrêt, arrêt d'urgence et sur-vitesse ont été réalisés. En revanche, dans le rapport de la E3, il est indiqué que le test du bouton d'arrêt d'urgence E-module (code 180) n'a pas été réalisé. L'exploitante n'a pas su expliquer pourquoi. Elle devra se renseigner auprès de son maintenancier et transmettre la réponse à l'inspection sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Liste de ces équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III et IV
Thème(s) : Risques accidentels, Liste de ces équipements de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>« II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à consulter la maintenance des 300 h pour l'éolienne E2. L'exploitante a indiqué que ce contrôle a été réalisé en date du 30/08/2022. L'exploitante ne disposant pas d'un registre de maintenance, elle n'a pas été en mesure d'indiquer si des anomalies avaient été détectées.</p> <p>Elle transmettra à l'inspection sous un délai de 1 mois le rapport de maintenance et la justification des levées d'anomalies le cas échéant.</p> <p>L'exploitante ne dispose pas d'une liste des équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Elle devra la mettre en place dans un délai de 1 mois et la transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats : L'exploitante n'a pas été en capacité de montrer un registre reprenant l'ensemble des maintenances. Elle dispose de tous les rapports mais pas d'un registre comme demandé par l'arrêté ministériel.</p> <p>L'inspection a indiqué qu'il est nécessaire de mettre en place ce registre dès le commissionning afin de pouvoir suivre les anomalies constatées et ce tout au long de l'exploitation du parc.</p> <p>L'exploitante devra mettre en place ce registre sous un délai d'un mois et transmettre celui pour l'éolienne E2.</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitante sur les anomalies constatées lors des commissionning de E2, E3 et E4. Ne disposant pas de registre, l'exploitante n'a pas pu répondre rapidement aux interrogations de l'inspection. Elle va reprendre les rapports des Run Tests (maintenance de correction suite au commissionning) et transmettre le suivi et la levée des anomalies constatées.</p> <p>Concernant la E2, l'inspection a demandé la transmission dans les plus bref délais pour le problème d'absence de graisse constaté lors du commissionning .</p> <p>Toujours pour la E2, il a également été demandé pourquoi certaines actions n'avaient pas été considérées nécessaire comme le contrôle du détecteur de fumée de l'E-module, le contrôle du témoin de glace/givre...</p> <p>Sur site, pour la E2 et E4, il a été constaté la présence du manuel d'entretien de la machine ainsi que le registre des maintenances réalisées (logbook).</p> <p>Pour E4, il a pu être constaté la présence d'un plan de secours dans le pied de mât permettant de lever l'anomalie 202.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens de lutte et de protection contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Il a été constaté la présence d'un extincteur en pied de mât pour la E2 et la E4 avec une date de contrôle en juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Identification et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2 (déclaration des données techniques). Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur[...]. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Les éoliennes E2 et E4 ont été contrôlées : Il a pu être constaté une identification lisible (numéro de série et numéro de l'éolienne) sur les mâts. En revanche, l'identifiant sur le mât (numéro de série) est différent de celui renseigné dans OREOL (numéro AIOT). L'exploitante vérifiera si elle peut renseigner le même numéro dans l'application OREOL afin de disposer du même identifiant pour chaque aérogénérateur. Un affichage pour les tiers avec les informations demandées est présent en bordure des plateformes. Lors de la visite sur site, un exercice de signalisation de fumées sortant de la nacelle de la E4 a été réalisé en appelant le numéro figurant sur le panneau d'affichage au niveau de la E2. Après un léger moment d'attente, une personne a pu prendre en charge mon signalement. Du fait, qu'il s'agissait d'un exercice, la compréhension a été compliquée. Après un échange d'environ 15 minutes, il a été convenu que je me chargeais d'appeler les secours et la personne au téléphone contactait la maintenance pour un arrêt à distance de la machine.

Il a été constaté un arrêt de la E4 suite à mon appel. Le service régional maintenance d'Enercon m'a ensuite contacté pour m'indiquer l'arrêt et me demander les conditions présentes sur la machine concernée (fumées encore présentes).

Après cet échange, la personne contactée en premier m'a rappelé pour m'informer des actions entreprises et savoir si j'avais bien contacté les secours.

Malgré un démarrage un peu long, l'exercice a été concluant sur la procédure à suivre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Intérieur de l'éolienne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

Constats :

Dans la E4, il a été constaté la présence de 3 cartons de graisse dans le pied de mât. **L'exploitante devra s'assurer de la réalisation de la maintenance nécessitant cette graisse. Sinon elle devra procéder à l'évacuation rapide de ces cartons.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet